

Paolo SPRIANO, *L'occupazione delle fabbriche, settembre 1920*¹, Turin, Einaudi, 1964

Maxime MOREL

L'auteur (Paolo Spriano, 1925-1988)

Résistant dans les Brigades Justice et Liberté (socialistes) pendant la guerre, il s'inscrit au Parti Communiste en 1946. Journaliste, il intervient dans le périodique du parti, *L'Unità*, et signe un manifeste d'intellectuels contre l'intervention soviétique en Hongrie (1956), mais reste membre du PCI. Il devient professeur d'histoire contemporaine à Cagliari et Rome à partir de 1967, puis intègre le comité central du PCI en 1972.

Surtout, de 1967 à 1975, il publie les 5 tomes de sa *Storia del partito comunista italiano*². Ses sujets de prédilection sont le prolétariat de Turin (*Socialismo e classe operaia a Torino dal 1892 al 1913*³, 1958) et Antonio Gramsci (*Antonio Gramsci e « L'Ordine nuovo »*⁴, 1965). Après de nombreux autres ouvrages sur Gramsci et le PCI, il meurt en 1988.

Son ouvrage sur le *biennio rosso* (*L'occupazione delle fabbriche*, 1964) s'inscrit donc à l'intersection de l'histoire des ouvriers turinois (exemple central du livre) et celle des mouvements politiques communistes, au début de la carrière de Gramsci. Son livre est traduit en français en 1978 (dix ans après Mai 68), et représente un des rares ouvrages au sujet du *biennio rosso* disponibles de ce côté des Alpes. Il cherche en particulier à montrer que les occupations d'usine de 1920 n'étaient pas un moment révolutionnaire, et n'auraient pas pu mener à une véritable révolution.

Éléments de contexte

- L'Italie a environ 40 millions d'habitants à l'époque. La plupart de l'industrie du pays se concentre dans 3 villes : Gênes, Milan, Turin.

¹ « L'occupation des usines, septembre 1920 »

² « Histoire du parti communiste italien »

³ « Socialisme et classe ouvrière à Turin de 1892 à 1913 »

⁴ « Antonio Gramsci et l' 'Ordine Nuovo' »

- **FIOM** : Fédération Italienne des Ouvriers Métallurgistes. 160 000 membres, dirigée par Bruno **Buozzi**.
- **PSI** : Parti Socialiste, 200 000 membres, premier parti italien aux élections de 1919 (32%), il contrôle ¼ des villes du pays. Majoritairement maximaliste, il possède une aile réformiste représentée par Filippo **Turati**, Claudio Treves, et la revue *Critica sociale*.
- **CGL** : Confédération Générale du Travail⁵, quasiment 2 millions d'adhérents en 1920 (225 000 en 1918), dont 160 000 métallurgistes et 890 000 dans le secteur agricole. Son secrétaire général est Ludovico **d'Aragona**. En 1918, CGL et PSI se sont accordés sur la division des luttes : la CGL gère les luttes économiques, le PSI les luttes politiques.
- **USI** : Union Syndicale Italienne, anarcho-sindicaliste, 300 000 adhérents.
- **UIL** : Union Italienne du Travail, même orientation, 200 000 adhérents. Absente dans le conflit métallurgique.
- **CIL** : Confédération Italienne du Travail, autant d'adhérents que la CGL. Catholique, à 80% rurale, elle concerne aussi les ouvrières du textile. Absente dans le conflit métallurgique.
- Giovanni **Giolitti** : Président du Conseil⁶. Il occupe le poste par intermittence entre 1892 et 1914, et marque profondément la période par sa consensualité : on parle d'« ère giolittienne ». Il est rappelé au gouvernement en juin 1920 face aux troubles d'avril. Il mène une politique conservatrice politiquement et réformatrice économiquement, mais ne semble favoriser personne. Arturo Labriola, son ministre du travail, est vu comme trop proche de la mouvance socialiste et se voit donc retirer l'arbitrage de la crise de septembre.
- **Ordine Nuovo** : Revue à laquelle contribue Antonio **Gramsci**, partisane des **conseils d'usine**. Bien implantée à Turin, elle s'oppose à la CGL en avril 1920. Ordinovistes notables : Gramsci, Terracini, Togliatti, Tasca.
- **Cofindustria** : créée en 1920, elle rassemble les industriels (72 associations, 11 000 membres).

En avril 1920, des grèves et occupations d'usines se produisent à Turin. Elles donnent naissance à des conseils d'usine (*consigli di fabbrica*), entièrement composés d'ouvriers, qui se chargent de l'administration de l'usine : cette expérience d'autogestion est soutenue par l'*Ordine Nuovo* qui y voit un moyen de lancer une révolution par le bas, mais échoue face au manque d'ampleur du mouvement, qui ne parvient pas à quitter Turin.

⁵ *Lavoro*

⁶ L'Italie est une monarchie parlementaire : c'est donc le chef *de facto* de l'exécutif.

À noter enfin que les leaders syndicaux (D'Aragona, Buozzi) sont concentrés sur les revendications salariales, tandis que les hommes de parti qui veulent la révolution sont détachés des masses laborieuses (même l'*Ordine Nuovo* n'a pas d'ancrage dans les travailleurs en dehors de Turin).

Résumé général

En septembre 1920, alors que des tensions ouvrières ont déjà éclaté 5 mois auparavant, et avec des conditions de vie en dégradation depuis la fin de la guerre, la menace d'une grève générale se concrétise. Après une tentative de grève perlée fin août, et afin d'éviter le lock-out prévu par les industriels, les syndicats de la métallurgie des grandes villes du Nord de l'Italie (Milan, Turin, Gênes) organisent l'occupation de leurs usines.

Le mouvement d'occupation des usines touche 400 000 ouvriers et la quasi-totalité des usines métallurgiques du pays. Pendant un mois, les ouvriers occupent les usines et organisent leur production sous le contrôle des syndicats. Si l'occupation se déroule majoritairement dans le calme, la montée des tensions salariales à partir de la fin du mois et l'action du Président du Conseil, Giovanni Giolitti, mènent les syndicats à négocier une réouverture des usines, en échange d'une future loi sur le contrôle syndical des entreprises.

Si ces événements semblent anecdotiques, leur signification politique est considérable : le vote des adhérents du parti du 11 septembre qui refuse une action révolutionnaire empêche l'extension de la lutte salariale des métallurgistes à l'insurrection politique. Pourtant, cette partie du *biennio rosso* est considérée comme responsable à la fois de la scission des forces italiennes de gauche et de la montée de la réaction fasciste, qui culmine en 1922 avec l'arrivée de Mussolini au pouvoir. En réalité, cette dernière analyse est infondée, et le caractère non-révolutionnaire du moment limite sa signification réelle.

Spriano montre donc que la situation n'aurait pas pu dégénérer : pas assez d'équipement militaire, pas assez de soutien à l'extérieur des usines, pas assez de volonté ouvrière d'étendre la lutte au-delà des salaires. Surtout, il s'étend longuement sur les divisions internes aux huiles du parti et des syndicats, dont les luttes internes limitent largement la portée des mouvances maximalistes. Il s'agit donc de ne pas suivre une historiographie simpliste qui associerait causalement crises d'après-guerre, danger révolutionnaire, et réaction fasciste.

Plan

- I- Les forces en présence
- II- La première phase du conflit
- III- De la grève perlée au lock-out
- IV- L'occupation des usines
- V- La « non-intervention » du gouvernement
- VI- La révolution mise aux voix
- VII- Le Chef d'œuvre de Giolitti
- VIII- Commentaires et polémiques
- IX- La dernière semaine
- X- La situation était-elle véritablement révolutionnaire ?

Chronologie de l'année 1920

- 20-25 mai : Au Congrès de Gênes, élaboration de revendications salariales pour la sidérurgie, le naval et le ferroviaire par la FIOM.
- 18 juin : Rejet de la demande de la FIOM par la Fédération Nationale des Industriels de la Mécanique et de la Métallurgie.
- 29 juillet : Début des négociations entre FIOM et industriels.
- 10-13 août : Rupture des négociations.
- 16-17 août : Congrès extraordinaire de la FIOM, adoption à l'unanimité de la **grève perlée**.
- 21 août : Début de la grève perlée dans les ateliers de mécanique, de métallurgie et sur les chantiers navals.
- 24 août : Grève à l'usine Alfa Romeo de Milan. Le préfet de Turin parle de « sabotage ».
- 25-26 août : Nouvelles négociations à Rome entre la FIOM, les industriels et le ministre du travail (Arturo Labriola), sans succès.
- 27 août : Préparation du lock-out et massification de la grève après l'échec des négociations.
- **30 août** : Lock-out à l'usine Alfa Romeo de Milan. En réaction, saisie de 300 ateliers métallurgiques par la FIOM de Milan. **Début de l'occupation** des usines.
- 1er septembre : Lock-out décidé à Turin, Gênes, La Spezia et Rome.
- 1er-4 septembre : **Occupation de presque tous les établissements métallurgiques du pays** par 400 000 ouvriers, dont ¼ à Turin et ¼ en Ligurie.

- 2 septembre : Proclamation du lock-out général. A Florence, occupation de huit usines, par 2 400 ouvriers. A Venise, occupation des chantiers navals. A Gênes, la police ouvre le feu sur les ouvriers : 1 mort.
- 3 septembre : Funérailles grandioses de l'ouvrier tué à Gênes, mais pas de grève générale.
- 4-5 septembre : Réunion des organisations syndicales milanaises, qui s'accordent pour ne reprendre le travail qu'après la satisfaction des demandes.
- 6 septembre : Occupation de terres agricoles dans le reste du pays. **Début de tensions** : à Turin, des canons sont sortis devant la préfecture. Début des livraisons de matière première aux usines occupées par les cheminots de Turin.
- 6-8 septembre : **Extension des occupations** aux entreprises encore ouvertes (petites villes, chimie, textile).
- 7 septembre : Refus de la Cofindustria de rouvrir les négociations.
- 9 septembre : Réunion du Conseil directeur de la CGL. Rejet de l'hypothèse révolutionnaire par les représentants turinois.
- 10-11 septembre : Assises syndicales socialistes (congrès de la CGL). Désaccord entre le PSI et la CGL (les premiers veulent la révolution, les seconds l'estiment impossible).
- **11 septembre : Vote sur les propositions (révolution ou non) : 54% contre, 37% pour, 9% abstention.**
- 12 septembre : Assemblée du syndicat USI (plus radical), qui proteste contre le vote de la veille.
- 13 septembre : Agitation dans les usines de Milan et Turin à cause de la longueur de l'occupation. Meurtre de deux ouvriers par un industriel à Turin.
- 14 septembre : Négociations entre industriels, CGL et Giolitti. Giolitti promet un décret pour former une commission paritaire pour mettre en place une loi sur le contrôle syndical.
- 16 septembre : Acceptation du principe du contrôle syndical par les industriels.
- **19 septembre** : Convocation des partis à Rome pour mettre fin au conflit. **Accord général**, succès pour la FIOM.
- 21 septembre : Appel de Moscou au prolétariat italien, trop tard. Une frange maximaliste des ouvriers turinois ordonne de ne pas abandonner les usines, sans succès.
- 22 septembre : Émeutes à Turin, 5 morts.
- 24 septembre : Référendum ouvrier peu suivi sur la poursuite de l'occupation. Énorme majorité d'approbation de la reprise du travail (73%).
- 25-26 septembre : Évacuation de la plupart des usines de Milan dans le calme.
- 30 septembre : Évacuation de la Galileo de Florence et des usines de Turin, dernières résistantes.
- 4 octobre : Reprise du travail.

En janvier 1921, le congrès de Livourne signe la scission entre parti socialiste et communiste, de la même manière que le congrès de Tours en France, une semaine auparavant, et pour les mêmes raisons.

Exemple : L'occupation vécue à l'intérieur des usines

L'ouvrage est largement centré sur les décisions dans les échelons les plus élevés des organisations syndicales et politiques, ainsi que sur la vision des choses des intellectuels, qui publient dans des revues. Ce choix s'explique par la volonté d'expliquer les intentions du mouvement, et par le nombre d'archives relativement élevé qui relate ces points de vue (bulletins syndicaux, revues, minutes de réunion, témoignages au Sénat...) par rapport à une production littéraire ouvrière quasiment inexistante ici. Toutefois, on peut en tirer un exemple partiel de la crise vécue par les ouvriers, donc par le monde du travail, et non par le monde politique, et ainsi rester dans le sujet.

Lors des négociations d'août, la FIOM demande une augmentation des salaires de 40%, et 50% pour la sidérurgie, les femmes et les apprentis. En moyenne, on demande une augmentation de 7,20 lires par jour pour un salaire de départ de 18 lires. En même temps, les dépenses hebdomadaires d'une famille-type de 5 personnes s'élèvent à plus de 180 lires⁷. Tout ceci se fait au milieu d'une crise économique d'après-guerre qui fait diminuer la production métallurgique de 40% et augmenter le prix du pain. Par rapport à un indice 100 en 1909, le coût de la vie est à 832 en septembre.

La grève perlée est d'abord choisie pour permettre aux ouvriers de lutter tout en gardant un salaire (réduit) pour leur permettre de résister quelque temps. En même temps, elle réduit forcément la production et porte donc atteinte aux intérêts industriels. Elle est pourtant largement acceptée par les industriels⁸, qui reçoivent l'ordre de la Cofindustria de laisser faire sans exacerber les tensions. En effet, les industriels sont partisans du lock-out (et sont donc peu gênés par une grève, puisque la conséquence finale est dans les deux cas la fermeture de l'usine), qui les dérange peu à un moment de crise économique, puisque diminuer la production leur permet de vendre leurs stocks.

Côté ouvrier, même lorsque le travail est suspendu, la conflictualité est d'abord limitée : à l'usine Alfa Romeo de Milan, « les ouvriers ne travaillent pas, se permettent de fumer, de jouer aux cartes, et répondent de façon arrogante à leurs chefs ». Des sabotages rares se produisent également. La

⁷ Il faudrait donc, pour un ménage où seul l'homme est ouvrier métallurgiste, travailler 10 jours par semaine pour subvenir aux besoins de sa famille.

⁸ Il n'y a évidemment pas besoin d'acceptation formelle pour déclencher une guerre, on veut dire ici que les industriels n'y voient pas d'inconvénient.

grève a un certain effet : à l'usine Fiat Centro de Turin⁹, la production baisse de 60%. Le premier lock-out a lieu à l'Alfa Romeo de Milan, le 30 août (les grilles sont fermées et la troupe occupe l'usine).

La FIOM organise alors la saisie des 300 ateliers métallurgiques de la ville par les ouvriers : en pratique, ceux-ci ne sortent simplement pas de l'usine une fois leur journée terminée et s'y installent pour dormir. Les dirigeants, les femmes et les employés sont évacués (avec quelques rares cas de séquestrations, minimisés par l'auteur). L'occupation est pacifique, se fait avec enthousiasme (voire euphorie : la Galileo de Florence mobilise la fanfare de l'usine) et discipline, au milieu d'un laisser-faire policier.

L'occupation vue par un journal bourgeois libéral :

« On y arrivait [aux établissements, hier] en traversant une foule de femmes et d'enfants qui portaient leur dîner aux grévistes, reclus volontaires dans les ateliers. Ça et là sur le pavé ou sur l'herbe, se trouvaient les restes du bivouac de la journée. Les entrées étaient sévèrement gardées par des groupes d'ouvriers. Pas l'ombre d'un fonctionnaire ou d'un agent de la force publique. Les grévistes étaient maîtres de l'endroit. Qui passait en automobile ou en fiacre était soumis à un contrôle comme s'il franchissait une frontière. Les équipes de vigiles chargées du contrôle étaient composées d'ouvriers et de sympathisants. »

-Édition milanaise du *Corriere della sera*, 31 août 1921.

L'occupation vue par un journal militant :

« Dans chaque angle des ateliers figurent des inscriptions respectant les principes purement socialistes : *Qui ne travaille pas ne mange pas ; honnêteté et travail, voilà notre but ; brisons les chaînes, nous ne voulons pas la richesse mais la liberté*. Les commissaires d'usines recommandent l'économie de matériel et de la lumière électrique. [Le soir, on conseille] de dormir non pas à la belle étoile mais aux endroits indiqués par les comités d'usine, de soigner sa propreté personnelle et de se consacrer à la lecture du soir plutôt que de passer la plus grande partie de son temps à des jeux stériles. »

-Édition romaine de l'*Avanti !*, 6 septembre 1921.

L'occupation est symbolisée par la présence de drapeaux rouges aux points culminants des ateliers, voire des symboles soviétiques ; une usine de Gênes se renomme même « établissement communiste » : les occupations prennent un caractère ostensiblement politique. Des appels sont lancés aux militaires et aux paysans à rejoindre la lutte.

⁹ Site historique de la firme, à Turin, avant le déménagement à la grande usine du Lingotto.

Le travail se fait par tranches de 12 heures (8 heures de travail, 4 heures de repos), et des sentinelles sont postées sur les murs et aux portes (voir les photos en annexe). Lors du premier “dimanche rouge”, la discipline est recommandée afin de faire bonne figure, et des meetings sont organisés avec des intellectuels (Gramsci se rend à l’usine Fiat de Garrone, en banlieue de Turin). À Turin, la discipline est prise en charge par les conseils d’usine, qui nomment des commissaires d’ateliers.

Les gardes rouges maintiennent l’ordre public et la discipline. A la Fiat Centro, ils appliquent une rigueur morale stricte : les ouvriers sont fouillés et punis en cas de vol et ne peuvent pas introduire d’alcool. L’armement est très limité (ce qui sera un des principaux facteurs du refus de la révolution : les munitions de la Fiat Centro permettraient aux ouvriers de tenir 10 minutes de combat, selon la CGL). Les gardes rouges les mettent cependant en scène (voir photos) et s’en servent lors d’échauffourées avec des provocateurs, plus tard dans le mois : à Turin, le 22, des échauffourées tuent plusieurs personnes, une centaine d’ouvriers sont arrêtés.

Puisque les techniciens et la direction ne sont plus là, des ouvriers s’exercent à de nouvelles fonctions de direction. À Turin, les ouvriers, soutenus par les ordinovistes, mettent en place des Conseils d’usine, sur le modèle de ceux expérimentés en avril 1920, pour remplacer la gouvernance des établissements occupés.

A partir du 6 septembre, la situation se tend : à Milan, les femmes et les enfants se ruent devant les portes des usines pour empêcher une hypothétique intervention policière (il s’agit d’un mouvement de panique infondé, mais qui révèle la tension ambiante). Toutefois, le mouvement continue de s’étendre : la semaine du 10 septembre, 150 000 ouvriers turinois sont impliqués dans les occupations.

En même temps, la pression dans les usines augmente pour mettre fin à la grève perlée (puisque la fabrication est contrôlée par les ouvriers) et vendre la production, afin d’obtenir des revenus pour ceux qui sont sans salaire depuis deux semaines. Pour pallier ces manques de rentrées d’argent, un mouvement coopératif à base de fraternité et de « cuisines communistes » se met en place. A la fin du mois, à Gênes, la Bourse du Travail distribue aux métallurgistes des « bons-crédit vivres » à utiliser chez les commerçants des quartiers ouvriers, qui les acceptent largement. À noter qu’une majorité d’ouvriers de la Fiat Centro déclare tout de même être prêt à la « guerre immédiate jusqu’à la victoire totale ».

Après le vote du 11 septembre qui rejette la révolution, l’exaspération s’accroît dans les usines. Les désertions se multiplient, et les conseils d’usine doivent menacer de punir les absents. Les ouvriers sont dans l’attente d’un débouché, qui n’arrive qu’avec l’intervention de Giolitti et l’ouverture des négociations, dont ils ne sont informés que par les périodiques.

Lorsque l'accord est signé après les négociations avec Giolitti, les ouvriers se voient payer les journées de grève perlée avec une indemnité de vie chère, et une augmentation de 4 liras par jour (la FIOM en revendiquait 7,20 avant la crise), des indemnités de vie chère et de licenciement, des pourcentages pour les heures supplémentaires, et six jours fériés par an. La liberté de payer ou non les journées d'occupation est laissée aux entreprises individuelles.

Milan est un bon exemple des décisions post-accord giolittien : une minorité très combative est déçue de l'accord et veut continuer les combats, tandis que la majorité des travailleurs est satisfaite et se contente d'une rétribution partielle des journées d'occupation. Lorsque des référendums sur l'accord sont mis en place, ils confirment cette tendance.

La sortie de crise des 16-19 septembre racontée par un ouvrier communiste (minoritaire) :

« Le 16 septembre, grande agitation parmi les ouvriers. Discussions animées sur ce qui s'est passé la veille [l'accord Giolitti] et sur les raisons de l'absence de réaction. On voyait notre défaite se profiler. A l'atelier presque personne ne travaillait. [...] Le sentiment de lassitude régnait déjà. Le 16 et le 18 on nota l'absence de nombreux ouvriers, près d'une soixantaine. Le découragement augmentait parmi les ouvriers. On donna 100 liras d'acompte à chaque ouvrier [...]. On dut augmenter les gardes parce que des appareils avaient disparu. Le 19 on découvrit les voleurs. C'étaient deux ouvriers dont on apprit par la suite que c'était des espions. On arrêta la fabrication de bombes. Un grand débat eut lieu entre les réformistes et nous parce qu'ils voulaient retirer les gardes et emmener les armes hors de l'usine. Dans la nuit on nous tira dessus quelques coups de feu. »

-Journal d'un ouvrier communiste anonyme de Turin.

On démantèle donc les installations défensives ; à Turin, les armes sont cachées pour une utilisation future. Aux Forges milanaïses, on termine par un banquet. La sortie de la Fiat Centro de Turin est solennelle, les industriels venus reprendre le contrôle de l'usine doivent passer entre deux rangées de gardes rouges pour entrer. La sortie reste globalement pacifique.

Annexes : deux photographies de gardes rouges à l'usine Alfa Romeo de Milan



Annexe : carte de la région



Torino = Turin
Milano = Milan
Genova = Gênes
Firenze = Florence